

La marche forcée

En cinq ans à peine, sur la scène politique belge, la population d'origine turque est passée de la marginalisation à la nomination, en juin dernier, d'un secrétaire d'État au gouvernement bruxellois. Une percée fulgurante d'une communauté dont les activités politiques sont fortement influencées par le pays d'origine.

PIERRE-YVES LAMBERT

Pour beaucoup de Turcs, une personne originaire de Turquie mais non musulmane n'est pas «turque». En Belgique un candidat juif, assyrien ou arménien n'est pas un «compatriote» et, a priori, un candidat turc (musulman) qui mène une campagne ethnique ne s'adressera pas à ces minorités. Il faut toutefois noter qu'aux élections communales de 2000, un candidat CDH assyrien (donc chrétien), Ibrahim Erkan, dont le nom ne permet pas de déterminer l'ethnicité ou la religion, a été invité à plusieurs débats radiophoniques ou en public entre candidats turcs. Mais quand il a évoqué le bilan pas toujours positif de la Turquie en matière de respect des minorités, aucun autre candidat ne l'a suivi, l'un d'entre eux (PRL, auteur depuis lors d'un ouvrage sur... le génocide des Turcs par les Arméniens!) se levant même pour protester que «la Turquie est un modèle de respect des minorités, Monsieur»...

Ankara aux aguets

Contrairement à d'autres diasporas, les citoyens turcs résidant hors de leur pays n'ont pas de droits électoraux en Turquie, même si cette question a été évoquée à plusieurs reprises. Beaucoup de Turcs résidant en Belgique n'avaient donc jamais participé à une élection jusqu'à l'acquisition, ces dernières années, de la nationalité belge. L'évolution de la législation en la matière a été accompagnée d'encouragements de la part des autorités du pays d'origine, et plus récemment d'associations turques installées en Belgique. Pour devenir belge, il faut présenter un extrait d'acte de naissance délivré par le consulat de Turquie, qui connaît donc précisément le nombre et l'identité de ses ressortissants qui ont acquis la nationalité. Il ne faut pas non plus oublier que tout Turc de sexe

masculin doit effectuer son service militaire de deux ans, éventuellement raccourci à un mois pour les résidents à l'étranger à condition de déboursier 5.000 euros, ce qui donne une possibilité supplémentaire à l'État turc d'endoctriner ses émigrés à l'armée.

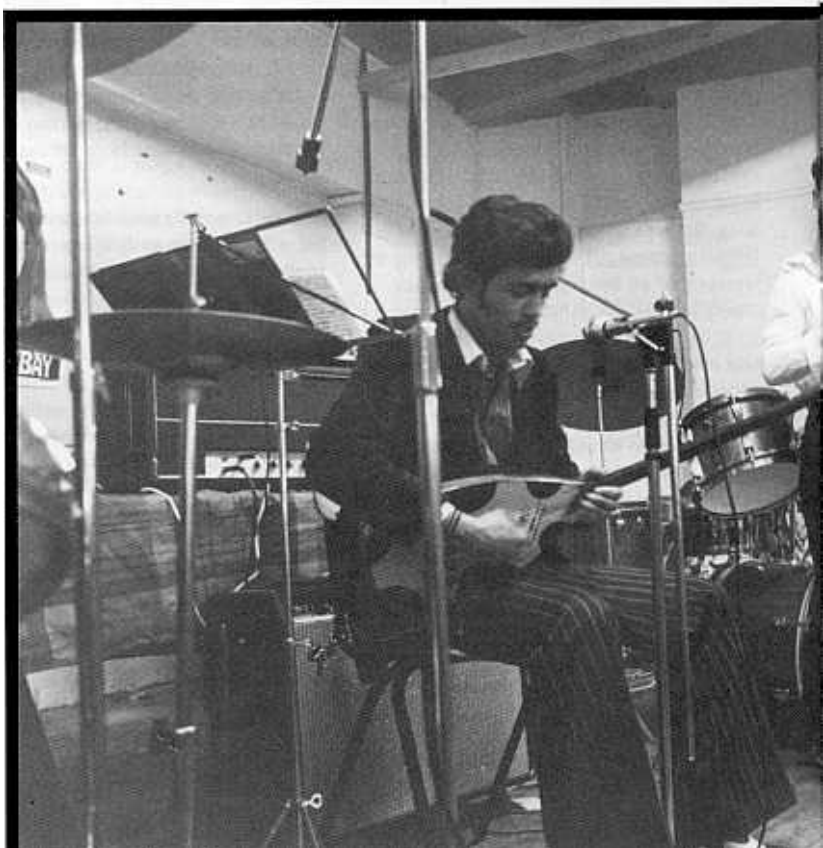
Il est donc peu dire que les autorités diplomatiques turques tentent d'instrumentaliser les candidats et élus d'ascendance turque, et bien peu parmi les politiciens bruxellois d'origine turque osent se démarquer des positionnements officiels vis-à-vis de l'autonomisme kurde, du génocide arménien ou de l'occupation turque du nord de Chypre.

En Région bruxelloise, jusqu'aux élections régionales de 1999, la participation de candidats originaires de Turquie à des élections est restée un phénomène marginal, tant en nombre de candidats (1 aux communales de 1982, 1 en 1988, 3 en 1994) qu'en termes de

résultats. Elle n'a réellement pris son essor qu'à l'occasion des communales de 2000 et des législatives de 2003. Le premier élu communal originaire de Turquie, le socialiste Nefvel Morçimen, arrivé en tant que réfugié politique, date de 1994 à Fléron, près de Liège.

1999 : le tournant

Lors des élections de 1999, 20 candidats originaires de Turquie (dont 6 au moins issus des minorités) se sont présentés sur les listes pour le Parlement bruxellois. Un des deux candidats sur la liste PS, Ramazan Koyuncu, un jeune ingénieur, obtint plus de voix (1.812) que certains députés régionaux, ceux-ci ayant bénéficié des voix du «pot commun» pour compenser leur faible popularité. Sabih Akay, le candidat PRL à la Chambre (où il n'avait que trois concurrents de même origine) fut remercié de sa par-



“Une fois de plus, le désormais célèbre monument au «prétendu génocide arménien» a provoqué des affrontements et des querelles particulièrement vifs, à nouveau répercutés dans la presse turque.”

¹ Meryem Kaçar, et Lucifers Schikken, *Als gastarbeiders burgers worden*, Antwerpen, Houtekiet, 2002, 208 p., et René De Bok et Fatma Pehlivan, *Enkele reis Istanboel/Brussel Wetstraat*, Antwerpen, Houtekiet, 2003, 150 p.

² Bénédicte Vaes, «Les candidats d'origine étrangère sont-ils des attrape-voix ou des militants du renouveau démocratique? Le jeu de la citoyenneté, version turque», *Le Soir* du 5 octobre 2000. Les autres citations extraites de ce débat proviennent de notes personnelles.

³ Les Loups Gris, tant de la tendance atatürkiste que de la tendance islamiste, «synthésiste», et des fédérations religieuse, ouvrière, féminine et sportive créées par l'appareil d'État turc.

tipication par un poste d'attaché commercial de la région bruxelloise en Turquie.

Déjà à l'époque, une polémique avait fait rage entre partisans de ces deux candidats sur la responsabilité politique de l'érection d'un monument commémorant le génocide arménien dans la commune bruxelloise d'Ixelles, dont le bourgmestre était lui-même candidat PRL. Mais cela s'était passé «en interne». À l'époque, seule l'agence de presse Info-Türk avait dénoncé ces dérives dans des communiqués en français, alors que les médias turcs avaient suscité réactions et contre-réactions, forçant quasiment chaque candidat à prendre position en faveur du démantèlement de ce monument.

C'est également en 1999 que la première candidate d'origine turque fit son entrée au Sénat,

Meryem Kaçar, sur la liste Agalev, suivie, en 2001, de la socialiste flamande Fatma Pehlivan. Toutes deux ont eu leur heure de gloire en 2002 lors du débat sur le droit de vote des étrangers hors Union européenne, la cheffe de groupe libérale flamande, Jeannine Leduc, allant jusqu'à les traiter de «furies allochtones» dans un de ses fréquents dérapages racistes. Depuis, tant Meryem Kaçar que Fatma Pehlivan ont écrit un livre retraçant leur expérience politique et leur biographie¹.

2000 : le décollage

À l'issue des communales de 2000, sur 47 candidats, les dix premiers élus communaux (dont l'Assyrien Ibrahim Erkan) ont fait leur apparition en Région bruxelloise, mais uniquement dans les deux communes comptant un pourcentage important d'habitants originaires de Turquie, Schaerbeek et Saint-Josse. Toutefois, deux candidats non élus furent cooptés dans des conseils de l'aide sociale (CPAS) à Anderlecht (Abdulkadir Kaya, FDF) et à Jette (l'Assyrienne Meryem Demir, CDH). Ces 12 mandataires, dont trois ont obtenu un siège d'échevin, se répartissaient dans toutes les familles politiques, mais majoritairement à droite : sept PRL-FDF et apparentés (Sevket Temiz, Mustafa Öztürk, Sait Köse, Emin Özkara, Nezahat Namli, Halis Kökten, Abdulkadir Kaya), deux PS (Emir Kir, Osman Saglam), deux CDH (Ibrahim Erkan et Meryem Demir) et une Écolo (Nurinisa Balci).

Lors d'un débat organisé en septembre dans des locaux dépendant

de l'ambassade, les motivations de certains candidats à figurer sur les listes de droite à Schaerbeek étaient parfois assez surprenantes : «Schaerbeek a toujours été à droite et Saint-Josse, à gauche. On s'est mis du côté du plus fort.» «C'est normal qu'on se rapproche de la droite. En Turquie, 80 % des partis sont à droite.»². De même pour leurs positions vis-à-vis des organisations fascistes ou islamistes : interrogé à ce sujet Halis Kökten, candidat FDF à Saint-Josse, déclarait publiquement que «ce que vous citez fait partie des richesses de la communauté turque», et le futur échevin socialiste, Emir Kir, que «toutes ces associations sont légales»... L'ancienneté de l'adhésion aux différents partis ou listes se situait dans une fourchette de deux mois à un an pour sept candidats sur dix qui ont répondu à cette question, une autre n'était pas membre du parti dont elle était tête de liste (Nurinisa Balci, Écolo à Saint-Josse), les deux restant, Emir Kir et Halis Kökten, déclaraient avoir adhéré à leur parti respectivement en 1996 et 1997.

Après les élections, quatre élus se sont vus confier des mandats exécutifs d'échevins : Sait Köse (FDF, Schaerbeek) aux Finances, puis également à la Jeunesse, Nezahat Namli (PRL, Saint-Josse) à la Petite enfance, aux Crèches et à la Propreté, Emir Kir (PS, Saint-Josse) aux Affaires sociales et à l'Enseignement primaire et Selahattin Koçak (SP, Berlingen) à l'Environnement et au Sport. Ce dernier est également conseiller provincial dans le Limbourg.

2003 : les grandes ambitions

Le scrutin fédéral de mai 2003 avait aiguisé les appétits, notamment celui d'Emir Kir, échevin PS de Saint-Josse qui se voyait déjà député fédéral par la grâce d'un score personnel qu'il évaluait à un niveau tel qu'il lui aurait permis de dépasser une députée sortante et de rafler ainsi le troisième siège. La déception, tant du candidat que de ses supporters, fut à la hauteur des ambitions.

La campagne à Bruxelles a vu l'équipe «turco-socialiste» de 1999 (essentiellement l'asbl Eyad) rejoindre en bloc le camp d'un candidat libéral, Sevket Temiz (conseiller communal PRL à Schaerbeek) qui espérait décrocher un mandat via la suppléance, en profitant des démissions probables tant d'effectifs devenus membres de gouvernements que de suppléants déjà détenteurs de mandats parlementaires et frappés par les règles anticumul.

Une fois de plus, le désormais célèbre monument au «prétendu génocide arménien» a provoqué des affrontements et des querelles particulièrement vifs, à nouveau répercutés dans la presse turque. Avec cette différence par rapport à 1999 que l'actuel bourgmestre d'Ixelles est désormais un... socialiste, et que les organisations nationalistes turques de droite et d'extrême droite³, réunies au sein du Conseil de coordination belgo-turc, ont cette fois-ci exigé ni plus ni moins que le retrait «spontané» des candidats turcs figurant sur les listes PS.

SUITE PAGE 23

effets des positions et des relations qui structurent les réseaux des associations turques sur le plan de la participation politique (Jacobs, Phalet & Swynge-douw, 2004).

Le tableau de la page 25 indique les organisations turques qui entretiennent des relations privilégiées par l'intermédiaire de personnes qui cumulent des fonctions dirigeantes. Sur les 159 associations turques bruxelloises dont la création a été annoncée au Moniteur dans la période 1998-2003, 64 partagent les mêmes administrateurs avec d'autres. Parmi elles, on trouve d'ailleurs la plupart des organisations qui ont une présence marquée sur le terrain. La plus grande chaîne d'interrelations est constituée par une dizaine d'organisations autour de l'association schaarbeekoise Eyad (également connue sous le nom de Fondation internationale belgo-turque d'entraide et de solidarité d'Emirdag et de sa région), une importante association qui regroupe les personnes originaires d'Emirdag, en Anatolie. À côté de ses activités socioculturelles, Eyad a joué un rôle politique limité à partir des élections régionales de 1999. L'idée en vogue comme dans chaque communauté ethnoreligieuse bruxelloise est la formation d'un groupe de pression spécifique ou lobby ethnique. Ainsi, l'association a marqué son soutien et entamé un travail de lobbying

de terrain pour le candidat socialiste Ramazan Koyuncu (non élu malgré ses 1.812 voix de préférence) à la Région. Puis, lors des communales de 2000, Eyad soutient timidement son candidat de gauche à Saint-Josse et son candidat de droite à Schaarbeek avec cette fois deux réussites. En 2003, plusieurs membres d'Eyad, déçus du PS, affichent ouvertement leur préférence pour la liste MR et plus particulièrement pour leur candidat Sevket Temiz. La concurrence étant plus forte, aucun candidat bruxellois d'origine turque n'arrivera en 2003 à décrocher un siège ni à la Chambre ni au Sénat.

Engagements politiques diffus

À noter également qu'une autre organisation concurrente existe depuis peu sur la même chaussée de Haecht et qui s'active sur des objectifs similaires : l'Association d'Emirdag de Belgique (ou Fondation d'Emirdag de Belgique). Cette dernière, inaugurée avec l'appui des services communaux de Saint-Josse, est étiquetée plus à gauche en vertu de son soutien officiel au nouveau secrétaire d'État bruxellois Emir Kir. Dans la même chaîne, on retrouve le Centre d'information et de dialogue islamique (CIDI), relié par ailleurs avec Prizma (récemment devenu PRISMA), une association elle-même reliée à la confrérie des Nurcus

En novembre 2003, plusieurs élus et ex-candidats, tant «autochtones» que d'origine turque, ont, sans hésiter, participé à une fête de rupture du jeûne du ramadan aux côtés de représentants des Loups Gris, y compris d'un ancien ministre du MHP, le parti d'extrême droite turc, qui donnait une conférence juste après le repas. Ainsi que le remarquait un journaliste, «on veut bien croire que certains des élus présents ignoraient le curriculum vitae de l'orateur. Ils n'ont du reste pas assisté à la conférence, se contentant de participer à la rupture du jeûne à laquelle ils étaient conviés. La conférence elle-même ne figurait d'ailleurs pas sur l'invitation. Mais les mandataires belges d'origine turque ignoraient-ils où ils mettaient les pieds, c'est plus douteux malgré leurs dénégations»⁴. Une ex-candidate CD&V, collaboratrice d'une députée régionale présente au repas, a quant à elle carrément déclaré à l'hebdo *Brussel Deze Week* qu'«il y a beaucoup d'incompréhension au sujet des Loups Gris, on peut les comparer au Lion flamand (Vlaamse Leeuw) chez nous, le MHP ressemble plus à l'ex-Volkunie qu'au Vlaams Blok»⁵. Et sa députée d'enchaîner sur une précision dans le courrier des lecteurs du même hebdo : «Je ne suis membre d'aucun parti turc, je suis une chrétienne-démocrate flamande!»

2004 : la consécration

Pendant la campagne des régionales, une «marche turque» pavoisée de drapeaux turcs et de pancartes s'en prenant aux partisans de la thèse du «prétendu génocide arménien» s'est déroulée à Bruxelles. Tous les candidats PS, MR et CDH d'origine turque y ont participé, ainsi qu'une candidate écolo d'origine turco-albanaise. Une grande publicité a été donnée à cette manifestation négationniste par les médias écrits et électroniques turcs, tant basés en Belgique qu'en Turquie.

Contrairement aux pronostics, le candidat MR-FDF Saït Köse n'a pas réussi à se faire élire au Parlement régional au contraire des deux candidats socialistes francophones Emir Kir et Emin Özkara, qui ont chacun recueilli 60 % de leurs votes dans les cantons électoraux de Schaarbeek et de Saint-Josse, qui ne représentent pourtant que 29 % des électeurs bruxellois, ce qui laisse clairement supposer l'existence d'un soutien spécifique émanant des électeurs d'origine turque, dont la plupart sont concentrés dans ces deux communes. Le 20 juillet, Emir Kir est devenu le premier membre d'origine turque d'un gouvernement belge, en tant que secrétaire d'État régional bruxellois à la Propreté publique et aux Monuments et Sites. ■

PIERRE-YVES LAMBERT

⁴ Philippe Carlot, «Polémique autour de la participation de responsables politiques belges à une cérémonie de rupture du jeûne du ramadan. Y participait également un responsable turc d'extrême droite.», *Radio Bruxelles-Capitale*, le 18 novembre 2003, journal régional de 7h30.

⁵ Steven Van Garsse, «Smet en Grouwels op bezoek bij Grijeze Wolven?», *Brussel Deze Week*, nr. 911, 20-27 novembre 2003.

